Insee conjoncture Haute-Normandie

Octobre 2013 - n°04

Moins de jeunes au chômage au deuxième trimestre 2013

La Haute-Normandie ne bénéficie pas de la reprise modérée de l'activité mondiale et française. Peu d'indicateurs sont dans le vert. L'emploi est en repli dans la quasi-totalité des secteurs. Le taux de chômage augmente, mais faiblement. Cependant, la situation s'améliore pour les jeunes actifs. Le nombre de défaillances d'entreprises est proche de ses records.

Jean-Philippe CARITG, Catherine SUEUR, Insee Haute-Normandie

Synthèse régionale

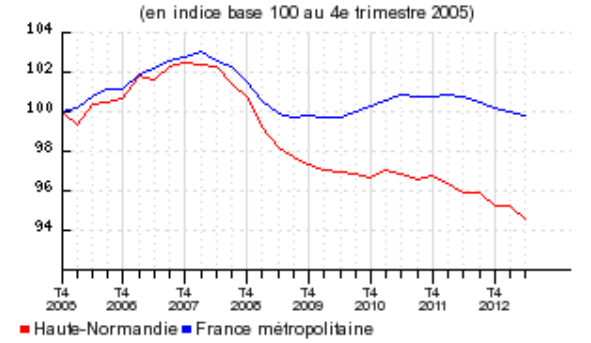
Enrayée le trimestre précédent, l'évolution à la baisse de l'emploi est de nouveau repartie en Haute-Normandie en ce 2e trimestre 2013. Avec 154 373 inscrits à Pôle emploi au 30 juin, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B ou C* bat le record du trimestre précédent. Cependant, ce chiffre est en retrait par rapport au maximum du mois d'avril. De plus, le nombre d'inscriptions des moins de 25 ans recule pour la 1ère fois depuis le 4e trimestre 2011. En revanche, la situation des seniors ne cesse de se dégrader : en juin 2013, pour la première fois, les inscrits de plus de 50 ans sont plus nombreux que les inscrits de moins de 25 ans.

Dans ce contexte, le chômage reste orienté à la hausse pour s'établir à 11,8 % de la population active.

Les créations d'entreprises marquent le pas et les défaillances approchent un niveau record. Favorisée par l'édition 2013 de l'Armada, la fréquentation hôtelière est stable. La construction de logements neufs est proche de ses minima.

.

Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimations d'emploi

** Personne sans emploi ou ayant exercé une activité réduite tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.*

Le contexte international

Au 2e trimestre 2013, l'activité a surpris par son dynamisme dans les économies avancées (+ 0,6 % après + 0,3 %). Elle a notamment accéléré aux États-Unis (+ 0,6 % après + 0,3 %) et au Royaume-Uni (+ 0,7 % après + 0,4 %) et a progressé vigoureusement au Japon. A contrario, la croissance s'est tassée au 2e trimestre dans les économies émergentes.

La zone euro a renoué comme attendu avec la croissance (+ 0,3 %), après six trimestres de récession, avec une nette accélération de l'activité en Allemagne (+ 0,7 %) et en France (+ 0,5 %). L'ensemble des postes de demande, à l'exception des stocks, ont participé à ce mouvement. En particulier, l'investissement a progressé légèrement, mettant fin à huit trimestres de baisse.

Dans les économies avancées, l'amélioration cet été du climat des affaires laisse à penser que l'embellie va se poursuivre d'ici la fin de l'année.

L'activité dans la zone euro devrait continuer de croître au second semestre (+ 0,1 % au troisième trimestre puis + 0,3 % au quatrième), stimulée par le faible niveau de l'inflation, une modération de la consolidation budgétaire et le redressement de l'investissement après un ajustement très marqué.

La conjoncture nationale

L'activité a fortement rebondi en France au 2e trimestre 2013 (+ 0,5 % après - 0,1 %), notamment grâce à une industrie manufacturière en nette accélération (+ 2,0 % après + 0,2 %). De plus, les températures d'avril et mai, inférieures aux normales saisonnières, ont maintenu à un niveau élevé les dépenses de chauffage des ménages, si bien que la production d'énergie a accéléré au 2e trimestre (+ 2,0 % après + 0,7 %). En revanche, l'activité dans la construction a continué de se contracter (- 0,7 % après - 0,8 %), tant dans l'entretien du logement que dans les nouveaux bâtiments.

Depuis cet été, le climat des affaires s'améliore nettement dans l'ensemble des secteurs. Le PIB progresserait de 0,2 % en 2013, avec une nette accélération sur l'année portée par le rebond de la production manufacturière.

L'emploi total progresserait au second semestre, du fait de l'augmentation des emplois aidés dans le secteur non marchand. Le taux de chômage s'établirait à 11 % fin 2013.

Le pouvoir d'achat des ménages progresserait à nouveau en 2013 (+ 0,5 % après - 0,9 % en 2012). En effet, les prélèvements effectifs ralentiraient nettement et la baisse de l'inflation ne se transmettrait qu'en partie aux salaires.

Emploi salarié marchand

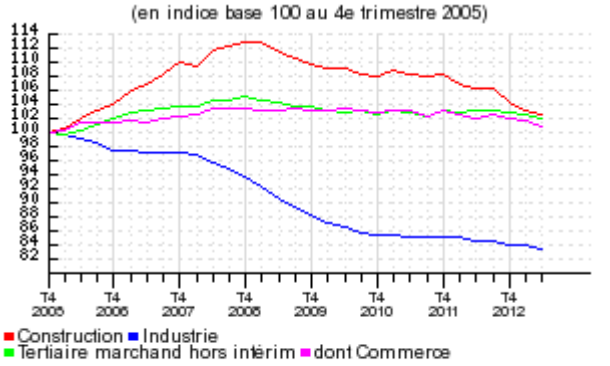
De nouveau en recul

En Haute-Normandie, au 2e trimestre 2013, corrigé des variations saisonnières, l'emploi salarié dans les secteurs marchands diminue de 0,7 % par rapport au trimestre précédent, soit une perte nette de 3 000 emplois. Cette baisse est générale : – 0,9 % dans le département de l'Eure et – 0,6 % dans celui de la Seine-Maritime). En France métropolitaine, la réduction de l'emploi salarié est plus modérée (– 0,2 %).

Les trois grands secteurs d'activité -industrie, construction et tertiaire marchand- subissent cette contraction de l'emploi dans la région haut-normande. Avec une perte nette de 1 250 emplois, les services marchands (– 0,7 %) contribuent le plus à la diminution du nombre de salariés. Le secteur de l'intérim subit la plus forte baisse (– 3,2 %). Néanmoins, l'emploi progresse légèrement dans le secteur « autres activités de services » (+ 1,1 %) ; ce secteur regroupe les arts, spectacles, autres activités récréatives, les services aux particuliers et les activités des ménages employeurs. Dans le transport, l'emploi salarié augmente l égèrement (+ 0,3 %).

Sur un an (2e trimestre 2013 comparé au 2e trimestre 2012), l'emploi salarié dans les secteurs marchands recule de 1,5 % en Haute-Normandie soit 0,6 point de plus qu'en France métropolitaine. Les activités les plus touchées sont l'intérim en recul de 5,5 % et la construction (– 3,6 %).

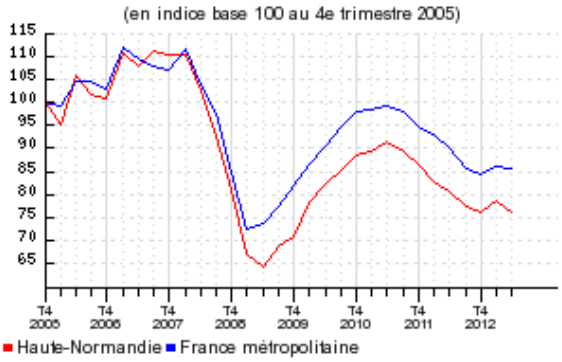
Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Source : Insee, Estimation d'emploi

Évolution de l'emploi intérimaire



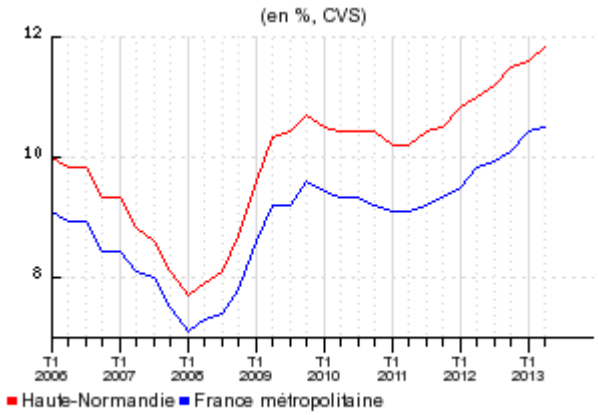
Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières.
Note : données trimestrielles.

Le taux de chômage

Jamais aussi haut dans l'Eure

En moyenne, en Haute-Normandie, sur le 2e trimestre 2013, en données corrigées des variations saisonnières, 11,8 % de la population active est au chômage, soit une hausse de 0,2 point par rapport au trimestre précédent. Il s'agit du 7e trimestre consécutif de hausse pour cet indicateur. La région reste la 5e de France métropolitaine la plus affectée par le chômage, derrière la région PACA (11,9 %) et devant Champagne-Ardenne (11,5 %). Le chômage recule dans quatre régions et est stable dans cinq autres.
En Seine-Maritime, le taux de chômage reste supérieur à celui de l'Eure (11,9 % contre 11,4 %) mais le différentiel en faveur de l'Eure continue de décroître (+ 0,5 point). Dans ce département, le taux de chômage n'a jamais été aussi important.
D'un trimestre à l'autre, en France métropolitaine, le taux de chômage croît de 0,1 point à 10,5 % de la population active.
Sur un an (2e trimestre 2013 comparé au 2e trimestre 2012), la hausse est de 0,8 point en région contre + 0,7 point en France métropolitaine.

Taux de chômage



Note : données trimestrielles.

Source : Insee, taux de chômage au sens BIT et taux de chômage localisé

Construction

Logements : des mises en chantier proches de l'étiage

En Haute-Normandie, au 2e trimestre 2013, sur douze mois glissants, 7 925 logements (dont un tiers en collectif) ont été mis en chantier. Ce résultat correspond à une diminution de 7,5 % par rapport au trimestre précédent contre une hausse de 1,8 % en France métropolitaine. La baisse régionale affecte le logement collectif comme l'individuel.

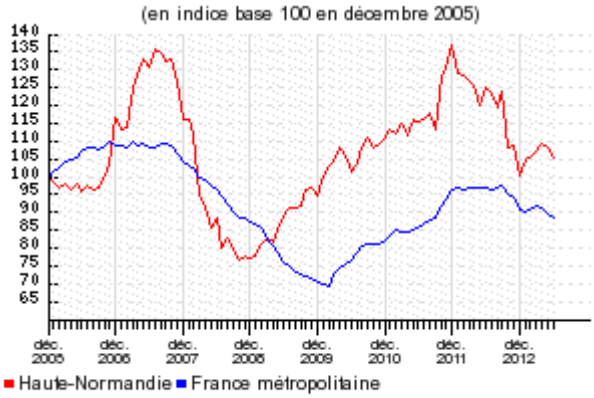
Sur un an (cumul de juillet 2012 à juin 2013 comparé au cumul des mêmes mois un an auparavant), les mises en chantier chutent de 21 %, principalement en raison de l'effondrement de 31,7 % dans le logement collectif (mais le 2e trimestre 2012 avait été un trimestre record pour ce type de logement). En France métropolitaine, bien qu'élevé, le recul est moindre, en baisse de 14,0 %.

En ce qui concerne les permis de construire, la reprise du trimestre précédent ne se confirme pas : au 2e trimestre 2013, sur douze mois glissants, ces derniers reculent de 1,5 % à 12 294 autorisations. Les autorisations de logements individuels et collectifs sont toutes deux en baisse.
Sur cette même période, le recul est de 3,6 % en France métropolitaine.

Locaux : toujours plus de locaux agricoles

En Haute-Normandie, de juillet 2012 à juin 2013, avec 710 234 m² construits, les mises en chantier de locaux à usages non résidentiels progressent de 30 % par rapport à la même période un an auparavant. Sur cette même période, la hausse est de 1 % en métropole.
En région, le renouvellement de locaux agricoles est particulièrement important. Correspondant à moins de 5 % des surfaces construites au 2e trimestre 2011, ils représentent désormais 14,2 % des mises en chantier. Seules les constructions de locaux commerciaux diminuent : – 41,1 %.

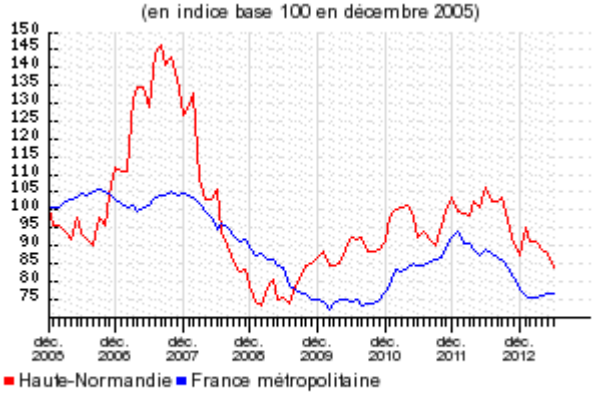
Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte.
Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del

Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte.
Chaque point représente la moyenne des 12 derniers mois.

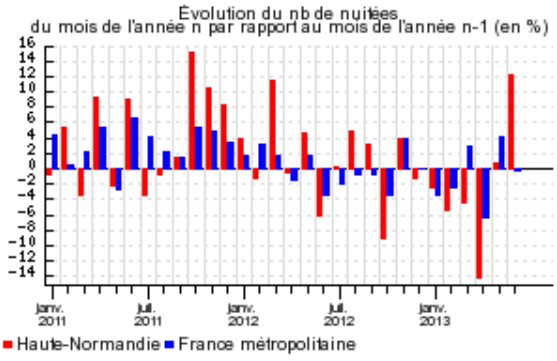
Source : SoeS, Sit@del

La fréquentation hôtelière

L'Armada soutient la fréquentation

Au 2e trimestre 2013, exprimée en nombre de nuitées, la fréquentation des hôtels haut-normands est stable par rapport au 2e trimestre 2012. Sur la même période, la France métropolitaine accuse une légère baisse de 0,6 %.
En région, la clientèle étrangère représente le cinquième des 805 000 nuitées enregistrées ce trimestre (contre 37,5 % en France métropolitaine).
Liés à des conditions climatiques défavorables, les résultats décevants d'avril (moins 14,2 % par rapport à avril 2012) pèsent sur les résultats. Ils sont cependant compensés par un excellent mois de juin qui profite de l'édition 2013 de la manifestation touristique de l'Armada (+ 12,3 % mais + 22,8 % pour la clientèle étrangère).

Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.
Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été rétropolées.

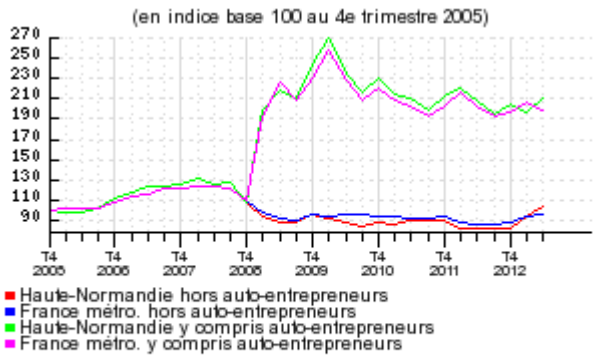
Sources : Insee ; direction du Tourisme ; CRT

Les entreprises

Créations : un quart de créations en moins dans l'industrie

Au 2e trimestre 2013, en données brutes, 2 577 entreprises (dont 52,4 % sous le régime de l'auto-entreprenariat) ont été créées en Haute-Normandie. C'est le plus faible résultat pour un 2e trimestre depuis la création du statut d'auto-entrepreneur en janvier 2009.
Sur un trimestre, le nombre de créations diminue de 2,1 %, soit bien moins qu'en France métropolitaine où la baisse est de 9,5 %. Le nombre d'auto-entreprises progresse de 4,8 % mais celui des autres entreprises diminue de 8,7 %.
En région, à la progression de 4,1 % des entreprises dans l'Eure, s'oppose une diminution de 5,2 % en Seine-Maritime.
La plus forte baisse concerne l'industrie : un quart de créations en moins par rapport au trimestre précédent. Ce secteur contribue le plus à la baisse constatée ce trimestre. Le secteur de l'information et des communications est celui où la progression est la plus élevée : + 15,6 %.
Sur un an (2e trimestre 2013 comparé au 2e trimestre 2012), et toujours en données brutes, la baisse est limitée à – 0,9% en Haute-Normandie contre – 1,8 % en France métropolitaine.

Évolution du nombre de créations d'entreprises



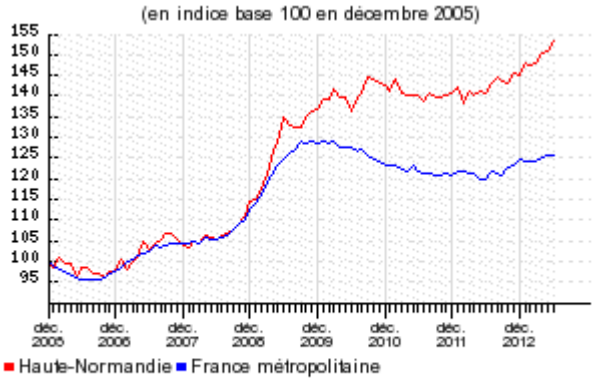
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes.
Données trimestrielles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises, Sirène)

Défaillances : des niveaux records en Seine-Maritime

En Haute-Normandie, en données brutes, au 2e trimestre 2013, 385 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, soit une baisse de 4,3 % par rapport au trimestre précédent (mais ce dernier avait atteint un niveau record). Sur cette même période, l'amélioration est plus soutenue en France métropolitaine : 7,3 % de défaillances en moins.
Cependant, la situation diffère selon les départements : la nette embellie dans l'Eure (– 14,0 %) contraste avec la stabilité en Seine-Maritime. Dans ce département, les défaillances n'ont jamais été aussi nombreuses : les deux premiers trimestres de l'année 2013 en comptabilisent chacun plus de 280.
La situation s'améliore dans l'industrie (– 17,1 %), les activités de soutien aux entreprises (– 17,5 %) et la construction (– 10,5 %). En revanche, la situation se dégrade pour le troisième trimestre consécutif dans le commerce : 7,7 % de défaillances supplémentaires.
En région, au 2e trimestre 2013, sur une année glissante, le nombre de défaillances est de 1 470, un chiffre jamais atteint auparavant.
Sur un an (2e trimestre 2013 comparé au 2e trimestre 2012), le nombre de défaillances augmente de 14,9 % en Haute-Normandie contre 5,6 % en France métropolitaine.

Les défaillances d'entreprises



Note : données mensuelles brutes au 10 septembre 2013, en date de jugement.
Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Insee, BODACC